

Projet RESSAC (Représentations sociales, Sensibilisation et Adaptation au Changement climatique)

Contexte

Étendu sur 125 000 hectares terrestres, le Parc Naturel Régional d'Armorique compte 65 000 habitants, répartis sur 44 communes adhérentes (périmètre de la Charte 2009-2021). La charte du Parc a été signée en 2010 et porte un projet de territoire pour 11 ans, qui vise à promouvoir un développement harmonieux du territoire tout en préservant des patrimoines naturels et culturels particulièrement riches.

Plus précisément, le Parc souhaite lutter localement contre les causes et les effets du réchauffement climatique et notamment à mettre en évidence les changements géomorphologiques et biologiques et les risques inhérents sur les activités de l'homme et les aménagements.

En effet, le territoire est directement concerné par les effets du changement climatique, notamment par la hausse du niveau des mers. En conséquence, son littoral va être davantage exposé aux risques littoraux que sont la submersion marine et l'érosion côtière.

Le Parc constate néanmoins dans ses échanges avec les élus et acteurs du territoire que la problématique des risques littoraux est encore perçue comme très lointaine, et est presque absente des discours. En outre, très peu d'actions adaptatives sont mises en place, d'autres thématiques étant traitées en priorité, privilégiant les temporalités proches aux enjeux à long terme induits par le changement climatique.

A partir de ce constat, le Parc d'Armorique a été retenu dans le cadre d'un appel à projet du Ministère de l'Écologie, de l'Environnement et de la Mer, pour son projet « RESSAC » : Représentations Sociales, Sensibilisation au Changement climatique.

Deux enjeux prioritaires sont identifiés : 1) la compréhension des représentations sociales et l'identification des savoirs locaux du risque littoral dans un contexte de changement climatique ; 2) la mise en œuvre d'actions visant à diminuer la vulnérabilité des territoires.

Organisation du projet RESSAC :

Le projet se déroule sur 18 mois (de septembre 2017 à février 2019). 3 étapes sont envisagées :

- 1) interroger les représentations sociales du risque,
- 2) recueillir les savoirs d'usage liés aux risques côtiers,
- 3) co-construire des solutions adaptatives sur la base des résultats issus des deux étapes précédentes.

a) Etape 1 : les représentations sociales du risque (sept. 2017 – Aout 2018)

Partant du constat que les représentations sociales sont peu prises en compte dans la gestion du risque, le projet RESSAC vise à les interroger afin d'identifier des leviers d'actions et de potentiels freins (Hénaff et Philippe, 2014). En effet, les représentations sociales sont importantes à considérer puisque ce sont des formes de connaissances socialement construites qui influencent les comportements des individus et des groupes sociaux (Moscovici, 1961). Des entretiens semi-directifs seront réalisés auprès des représentants de la société civile (habitants, élus, acteurs socio-économiques, associations) et des scientifiques et gestionnaires qui travaillent la thématique du risque. Une hypothèse sera spécifiquement

testée : il est supposé que les connaissances mobilisées par les individus pour se saisir de l'objet « risque côtier » sont de différentes natures (locales, scientifiques, prescriptives, hybrides) et sont mobilisées différemment selon la distance :

- 1) Au territoire (global, local)
- 2) Aux temporalités (passé, présent, futur)
- 3) Aux pratiques spatiales des acteurs (espaces naturels / espaces urbanisés)

Elisabeth Michel-Guillou, psychologue environnementale (LP3C- EA 1285 - UBO) accompagnera le Parc durant cette étape.

b) Savoirs d'usages liés aux risques côtiers (sept 2017 – Août 2018)

Parallèlement à la question des représentations sociales, un travail sera engagé sur les savoirs d'usages¹ relatifs aux risques côtiers. En effet, les méthodologies de gestion des risques tendent à être identiques sur tous les territoires, et les connaissances locales sont peu prises en compte, bien que ces dernières participent à réduire la vulnérabilité d'un territoire (Oiry, 2011). En outre, il est mis en évidence que les acteurs locaux disposent de solides savoirs sur ces questions (Rocle *et al.*, 2016). Accompagnés par Annaïg Oiry, géographe (Laboratoire de géographie physique (LGP) - UMR 8591- Paris 1), l'objectif est de recueillir ces différents savoirs locaux grâce à des ateliers de collecte des mémoires immatérielles. Sur cette base, les cultures locales et leurs dynamiques d'évolution seront analysées.

c) Co-construction de solutions adaptatives (sept 2017- Fév 2019)

En s'appuyant sur les résultats issus des deux précédentes phases, cette dernière étape vise à co-construire des actions de gestion des risques avec différents acteurs. Il s'agira de favoriser l'émergence de savoirs partagés puis de construire avec les acteurs locaux des actions (propositions de principes de communication, de méthodes de gestion de crise, de prototypes, ou de maquettes d'habitats résilients...). Des ateliers et des focus group seront mis en œuvre pour y parvenir. Une fois le projet terminé, il sera valorisé à travers la rédaction d'articles scientifiques et l'organisation d'un colloque. Nicole Roux, sociologue (Labers – UBO) supervisera les travaux menés par le parc.

Contact :

PNRA : Lucille Ritschard, Chargée de mission RESSAC.

Lucille.ritschard@pnr-armorique.fr

02 98 81 90 08

Bibliographie :

Hénaff A., Philippe M. (2014) *Gestion des risques d'érosion et de submersion marines : guide méthodologique* [En ligne]. Projet Coc.[Équipe Littoral, environnement, télédétection, géomatique], 153 p p. Disponible sur : < <http://hal.univ-brest.fr/hal-01120822> > (consulté le 5 octobre 2017)

Moscovici S. (1961) *La psychanalyse : son image et son public*. Paris : PUF, 506 p.

Nez H. (2013) « Savoir d'usage ». In : Casillo I, Barbier R, Blondiaux L, Chateauraynaud F, Fourniau JM, Lefebvre R, Neveu C, Salles D (éd.). *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* [En ligne]. Paris : GIS Démocratie et Participation, Disponible sur : < <http://www.dicopart.fr/fr/dico/savoir-dusage>. >

Oiry A. (2011) *La fabrication de l'île comme territoire de risque. Exemple de l'île de Sein* [En ligne]. Paris 1 Panthéon-Sorbonne - Mémoire de Master 2 MEMOIRE Master II Recherche « Territoires, Environnement et Développement Durable », 133 p. Disponible sur : <

[http://www.geographie.ens.fr/IMG/file/Memoires_eleves/La fabrication de l'île de Sein, mer d'Iroise.pdf](http://www.geographie.ens.fr/IMG/file/Memoires_eleves/La_fabrication_de_l%27Île_comme_territoire_de_risques_Île_de_Sein_mer_d%27Iroise.pdf) >

Rocle N., Bouet B., Chasseriaud S., Lyser S. (2016) « Tant qu'il y aura des "profanes"... dans la

¹ La notion de savoir d'usage se réfère à la connaissance qu'a un individu ou un collectif de son environnement immédiat et quotidien, en s'appuyant sur l'expérience et la proximité (Nez, 2013).

gestion des risques littoraux ». *VertigO* [En ligne]. 19 septembre 2016. n°Volume 16 numéro 2,.
Disponible sur : < <http://dx.doi.org/10.4000/vertigo.17646> > (consulté le 28 octobre 2016)